

Chacun pour Soi et Dieu Contre Tous:¹ L'Histoire, les Sciences Sociales et la Conservation de la Nature

Steve Gartlan²

Représentant du WWF, Cameroun

RÉSUMÉ

Le monde connaît actuellement une perte sans précédent des espèces et des écosystèmes naturels. Deux des causes majeures sont la croissance de la population mondiale et la demande effrénée de ressources de la part des pays développés. Parallèlement à la croissance de la population existe un très fort programme en faveur des droits de l'Homme. Les grandes revendications des groupes de pression pour les droits de l'Homme ont été accompagnées par le développement d'un concept supplémentaire de «biodiversité» aux dépens de la science quantitative. Le refoulement de la biologie quantitative a donné aux spécialistes des sciences sociales l'occasion de devenir de nouveaux médiateurs des questions écologiques. Cette transition a eu la conséquence de rallumer et de renforcer l'idée pré-darwinienne de la primauté de l'espèce humaine. Dans cette perspective, non seulement les besoins de l'être humain prédominent sur toute autre considération, mais le révisionnisme sociologique attribue de plus en plus aux humains le rôle central dans la fondation des systèmes écologiques les plus virginaux. Il est de mon avis que la biologie devrait être remise au centre du débat. Les revendications des groupes de pression pour les droits de l'homme et celles des spécialistes des sciences sociales doivent être mises en perspective: la nature a le droit moral intrinsèque d'exister sans égard de sa valeur à l'être humain. De plus, les mécanismes de fonctionnement de l'écosystème n'ont généralement pas besoin d'intervention humaine. Toutefois, la valeur principale de la nature pour les communautés est économique et non biologique. Le sens qui émerge des termes «espèces» et «écosystèmes», et des concepts comme «l'endémisme» intervient au niveau du monde développé; au niveau local il y a très peu d'intérêt au-delà de la signification fonctionnelle de l'écosystème. La plupart du fardeau de la protection, alors, doit dépendre du monde développé et non des communautés locales. Si les objectifs de la préservation sont délégués aux communautés locales, même si elles s'engagent à la gestion, cette prise de responsabilité sera inéluctablement faite pour des raisons économiques et non biologiques.

INTRODUCTION

A un taux important, et quel que soit le type de calcul considéré, le monde connaît actuellement une perte réelle d'espèces. Beaucoup d'écosystèmes sont en état d'écroulement rapide, ou en train d'être fragmentés et dégradés. Il existe une myriade d'exemples: les données récemment obtenues auprès de IUCN indique que 25% de toutes les espèces mammifères et 11% des espèces d'oiseaux sont menacées d'extinction à travers le monde (Baillie et Groombridge 1996). L'estimation du nombre de reptiles, d'animaux, d'amphibiens et d'espèces de poisson en voie d'extinction indique que 20% de reptiles, 25% d'amphibiens et 34% de poissons (principalement les poissons d'eau douce) sont menacés d'extinction (Baillie et Groombridge 1996). Au Kenya pendant une période de 17 ans qui a duré jusqu'en 1994, la perte de flore et de la faune dans les zones protégées a été de 32%, et de 44% à l'extérieur de ces zones (Pearce 1996). En Grande Bretagne, la population d'alouettes a perdu environ 1.5 millions de couples pendant les 25 dernières années, et 27 espèces d'oiseaux en Grande Bretagne ont connu un déclin d'au moins 50%

¹ Du film réalisé par Werner Herzog, qui se connaît aussi sous le nom de «History of Kaspar Hauser».

² Les positions exprimées dans ce texte sont celles de l'auteur, et ne sont pas forcément partagées par WWF.

de reproduction pendant la même période (RSPB Birds Magazine 1996). Chaque continent, en dehors de l'Antarctique, présente des cas analogues. Pendant que le nombre d'espèces est en déclin général, les grands mammifères et les grands oiseaux sont particulièrement susceptibles de se faire éliminer de la surface de la terre (le bison américain, le rhinocéros, le tigre, l'ours, l'éléphant, la dronte, le condor californien, le panda géant).

Cette perte sans précédent d'espèces vivantes au cours des dernières décennies est largement le résultat de deux phénomènes globaux: premièrement, la croissance exponentielle de la population humaine dans le monde (la somme totale est actuellement d'environ 6 milliards) et deuxièmement, la demande excessive et croissante des ressources de la part des pays développés. La croissance de la force économique des marchés asiatiques où l'usage traditionnel des produits tels que l'ivoire, les écailles de pangolin, les cornes de rhinocéros, les os de tigre, la vésicule biliaire d'ours, l'aileron du requin et le bois de construction constitue un composant significatif et hautement délétère de cette tendance. L'espèce humaine, *Homo sapiens*, possède plusieurs caractéristiques des «mauvaises herbes». Pour les autres organismes, la nature humaine ressemble à une maladie endémique aiguë dont les lapsus moins virulents de conduite ne suffisent pas de faire établir un rapport stable et chronique (William 1976). La globalisation économique, l'acceptation répandue de la rentabilité et l'importance suprême des «forces du marché» ont entraîné un viol de la base des ressources naturelles dans toutes les parties du monde, y compris dans les forêts de la région de Sangha.

Les effets de la cupidité et de la rapacité commerciales sur les communautés qui dépendent de ces ressources sont variés. D'un côté (ce qui est rare en Afrique), le résultat est une sensibilisation politique et une redéfinition du concept de «l'indigenité» qui alors sont agressivement employées pour lancer ou relancer des contestations contre l'économie. Beaucoup de ces groupes sont éloquents, astucieux en politique, et vivent loin de la tradition. De l'autre côté (qui est fréquent en Afrique), les sociétés fragiles n'arrivent à faire concurrence aux cultures étrangères agressives, et succombent à l'alcool, à la drogue et aux maladies. Il est important que le concept de «gens indigènes» soit scientifiquement nuancé. Les recherches récentes (Richards 1993) sur le mélange complexe de nouvelles et de vieilles populations migratrices qui caractérise les forêts partout en Afrique de l'Ouest indiquent que les définitions étroites de la catégorie «indigène» devraient être évitées. L'accentuation sur «l'ethnicité» et sur la «nativité» est non seulement erronée, mais potentiellement discriminatoire et risque de créer des conflits interethniques. Les

Les revendications de la terre et des territoires sont souvent soutenues de façon vigoureuse et aléatoire par les anthropologues sociaux, par les mouvements pour les droits de l'homme, et de plus en plus par le mouvement orthodoxe de conservation pour la raison précaire (surtout en Afrique) des «droits indigènes».

revendications pour la terre et les territoires sont souvent soutenues de façon vigoureuse et aléatoire par les anthropologues sociaux, par les mouvements pour les droits de l'homme, et de plus en plus par le mouvement orthodoxe de conservation pour la raison précaire (surtout en Afrique) des «droits indigènes».

PROGRESSION DES DROITS DE L'HOMME ET DÉCLIN DES DROITS DE LA NATURE

La croissance de la population humaine, qui est une cause majeure de la dégradation de l'environnement, a paradoxalement été accompagnée par des demandes de plus en plus criantes de la part des pays développés de faire prévaloir les droits de l'Homme. Le monde développé répond de plus en plus aux demandes pour les droits de l'Homme et pour la démocratie, malgré la récente origine historique et le contexte juridico-religieux spécifique de ces concepts, et il le fait face à une énorme résistance de la part de certains pays qui ne partagent pas la même tradition judéo-chrétienne. L'idée que la nature humaine, ou plus précisément la nature de l'homme, ne fait pas partie de la nature semble être profondément enracinée dans la civilisation occidentale (Colchester 1997) mais pas chez d'autres cultures. Il existe aussi de plus en plus de preuves que l'imposition de modèles inadéquats de gouvernement et l'imposition inadéquate et rigide des paradigmes politiques occidentaux sur des contextes sociaux inopportunus — tels que la promotion des droits de la femme — peuvent conduire à la destruction du tissu social indigène, comme fut le cas lors des guerres coloniales.

La croissance et la consolidation du mouvement pour les droits de l'homme ont entraîné la marginalisation des sciences naturelles. Ceci résulte largement de l'hégémonie des forces du marché. Pendant la vie de Darwin, et pendant plusieurs décennies après, l'impulsion pour l'exploration scientifique du monde (surtout des tropiques) était forte et la collecte et l'identification des espèces étaient l'objectif principal de la science. Les taxonomistes ont eu la tâche énorme de décrire et de nommer les différentes espèces. Mais pour les économies pragmatiques qui sont motivées par le marché, la taxonomie fait trop penser à une science «pure», et aujourd'hui les taxonomistes constituent eux-mêmes une espèce en voie d'extinction. Les données qui aujourd'hui forment la base de nos cartes de bio-diversité et d'éco-régions sont le résultat de décennies d'un travail fait par les taxonomistes, dont plusieurs aujourd'hui sont morts ou retraités. Le niveau du travail taxonomique qui se fait à travers le monde est minimal. Les taxonomistes ont fourni les données capables d'indiquer des informations quantitatives et objectives sur les changements écologiques, tels que le nombre d'espèces, et sur

Il existe aussi de plus en plus de preuves que l'imposition de modèles inadéquats de gouvernement et l'imposition inadéquate et rigide des paradigmes politiques occidentaux sur des contextes sociaux inopportunus — tels que la promotion des droits de la femme — peuvent conduire à la destruction du tissu social indigène, comme fut le cas lors des guerres coloniales.

la signification de ces changements. Aujourd’hui, de telles données quantitatives ont été remplacées par le concept qualitatif de la biodiversité. Certaines conséquences de l’emprise conceptuelle de la biodiversité ont été habilement discutées:

L’attraction constante (de la biodiversité) repose sur la plasticité de son interprétation (tout à tous) et sur une solide neutralité de ses composantes (toutes les choses sont vivantes). La biodiversité inclut les espèces menacées, mais c’est aussi une manière commode de les englober (Collar 1996).

En tant que concept, la biodiversité constitue une énorme attraction politique: elle n’est pas quantitative; au lieu de parler de la mort, nous parlons de la perte; elle est brouillée, imprécise et non-technique. Son utilisation a dérobé la nature aux biologistes et a permis aux spécialistes des sciences sociales de devenir des médiateurs biologiques.

CONSERVATION AU BÉNÉFICE DE L'HOMME

Le mouvement orthodoxe de la préservation est de plus en plus dominé par les spécialistes des sciences sociales et s’occupe de plus en plus de la préservation «pour le bien-être humain». L’expropriation du programme de préservation par les spécialistes des sciences sociales n’est pas limitée uniquement aux ONG. En Grande Bretagne, le «schéma de financement conjoint» (JFS) de l’organisme DFID (l’ancien ODA) a énoncé que la conservation de l’environnement figurait parmi ses objectifs, mais reste complètement sous le contrôle des fondamentalistes des sciences humaines. Les projets de conservation qui n’ont pas pu aborder les questions de la femme (peu importe si elles ont été pertinentes ou non), sont directement exclus des considérations financières. Bien entendu, il est juste et correct que les besoins et les aspirations des communautés locales soient pris en considération dans la planification de la conservation, mais il est aussi juste et correct que les points de vue des biologistes soient également pris en compte et que les droits de la nature ne soient pas foulés des pieds. La virulence du groupe de pression anti-biologique est forte: «Le biologiste autoritaire et l’arrogance de l’anti-humanisme» (Guha 1997) est le titre d’une présentation récente qui a observé que

les biologistes s’intéressent directement aux espèces qui ne sont pas humaines; en tant qu’ornithologues, botanistes ou zoologues, ils sont au courant des intérêts des oiseaux, des plantes ou de la vie des animaux. Cet intérêt qu’ils portent à d’autres espèces, toutefois, les rend aveugles aux intérêts légitimes des membres moins chanceux de leur propre espèce.

En tant que concept, la biodiversité constitue une énorme attraction politique: elle n’est pas quantitative; au lieu de parler de la mort, nous parlons de la perte; elle est brouillée, imprécise et non-technique. Son utilisation a dérobé la nature aux biologistes et a permis aux spécialistes des sciences sociales de devenir des médiateurs biologiques.

Les spécialistes des sciences humaines deviennent de plus en plus audacieux: ils affirment que la plupart des écosystèmes exigent la participation de l'homme pour le maintien de la biodiversité et que rien n'est essentiellement virginal (Ghimire et Pimber 1997), que le terme «sauvage» est trompeur car il implique l'absence d'influence et de direction humaines (*ibid.*), et que la biodiversité peut être «améliorée» (*ibid.*). La chose la plus amicale qu'on pourrait dire à propos de telles déclarations est qu'elles sont biologiquement erronées. Les spécialistes des sciences sociales, ayant pris l'offensive antibiologique, ont même tenté de réviser l'histoire: ils affirment que loin de causer la déforestation, les êtres humains se sont livrés à «une régénération induite anthropiquement et à l'enrichissement du paysage», en affirmant que les forêts résultent largement des activités humaines (Fairhead et Leach 1995).

C'est uniquement une ignorance de base de l'écologie et des composantes dynamiques des écosystèmes de la forêt tropicale qui rend de telles affirmations possibles. En Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, les zones côtières qui sont riches en espèces et qui comprennent de denses et humides forêts tropicales s'entremêlent avec des savanes boisées qui sont bien moins riches en espèces et bien moins complexes en tant qu'écosystèmes. Au niveau botanique, cependant, les deux biomes se rapprochent souvent. Les changements historiques de l'utilisation de la terre ont fait que les zones de la forêt tropicale ont été autrefois coupées, complètement éliminées ou transformées en champs agricoles. Si elles avaient été abandonnées par la suite, et si les pressions démographiques et les conditions climatiques l'avaient permis, il aurait pu y avoir un processus de succession écologique, d'abord de la savane herbeuse en savane boisée (ce qui pourrait prendre des dizaines d'années) et ensuite de la savane boisée en vraie forêt tropicale, qui est une démarche qui prend des centaines d'années. Même s'ils sont biologiquement très liés, la savane boisée et la forêt tropicale sont des écosystèmes absolument différents en termes de complexité. Ces différences essentielles disparaissent si l'on catégorise l'entier biome au nom de la biodiversité et si l'on présume que toute végétation, y compris la savane boisée, constitue la forêt.

Un des résultats d'avoir situé la préservation en dehors de la protection de l'écosystème, avec la participation de la communauté, et d'avoir développé des projets de conservation et de développement intégrés (ICDP, dans lesquels les liens entre la conservation et le développement sont souvent tenaces), est la marginalisation de l'objectif de protéger l'écosystème. La tendance actuelle est fortement opposée à la protection (selon le point de vue orthodoxe, elle a échoué) et tend à replacer la responsabilité de la gestion de la zone

protégée chez les communautés locales qui n'ont souvent ni les ressources techniques ni un engagement de base nécessaires pour la gérer de façon convenable.

Il est clair qu'une gestion des ressources naturelles par la communauté peut jouer un rôle dans la conservation de la biodiversité, mais il est possible que ce rôle soit bien plus limité qu'il n'en est généralement admis par les agences, telles que le WWF, l'IUCN et la Banque Mondiale. Les communautés peuvent jouer un rôle, là où elles sont très fortes et intactes, où l'immigration (ou l'émigration) est contrôlée et où il existe des ressources valorisables dans le monde extérieur qui puissent être exploitées de manière durable. Il est également clair que la protection traditionnelle des zones protégées, qui se fait grâce à l'application efficace d'une législation sérieuse, n'a pas pour autant échoué qu'elle n'a jamais été suffisamment essayée de façon convenable. Les systèmes institutionnels ont été mis en place mais les ressources qui leur étaient nécessaires n'ont jamais été attribuées. L'échec se situe dans la réalisation et non dans le système.

Là où la volonté politique et l'engagement ont fait que les ressources adéquates étaient disponibles à de tels systèmes (comme en Afrique australe), ils ont été efficaces. Les populations de rhinocéros blancs et d'éléphants ont augmenté dans ces zones. Les parcs nationaux en Afrique australe aujourd'hui, pourtant, font face à un énorme défi: celui des changements du système traditionnel de protection vers la participation de la communauté. Ces changements viennent cependant d'une situation de force économique et écologique. Leur perspective est alors bien plus brillante qu'elle ne l'est pour ces pays où les zones protégées ont été dégradées et sont aujourd'hui gérées par les communautés locales qui n'ont aucune préparation et aucun engagement.

COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME

Penser que la végétation équivaut à la forêt, c'est faire montre d'un manque de compréhension biologique. Il est ironique que cette tendance ait été permise par le développement du concept de «biodiversité». Ainsi est-il clair et quantitatif de parler de l'extinction d'une espèce. La perte de la biodiversité veut dire une réduction progressive d'un ensemble imprécis. Une telle imprécision permet aussi aux spécialistes des sciences humaines d'affirmer que l'influence humaine peut faire accroître la biodiversité, malgré le fait que cette idée ne peut s'avérer vraie que sur un plan bien étroit et inquiétant. Par exemple, le nombre d'oiseaux à Yaoundé au Cameroun a augmenté au cours des dernières années (Fotso, *comm. pers.*), mais cette augmentation résulte du fait que les espèces de terre desséchée en-



Tragelaphus euryceros
(Illustration: Bernardin Nabana)

trent maintenant dans la zone forestière, suite à la désertification. Prenez une forêt intacte avec «x» nombre d'espèces d'oiseaux et vider une zone au bord. Le nombre d'espèces initiales sera maintenu (au moins à court terme), mais des envahisseurs du bord de la forêt et des espèces des «mauvaises herbes» viendront, et le nombre total d'espèces augmentera. L'augmentation de la biodiversité est dans ce cas un symptôme du délabrement de l'écosystème. Le nombre total n'est pas important, c'est la signification biologique de ces nombres qui compte.

Il existe une littérature abondante sur les effets de l'activité humaine sur les écosystèmes de la forêt tropicale, et plus particulièrement, sur les effets de la fragmentation et de l'élimination des disperseurs de semences. Un effet majeur est que les espèces qui ont un grand corps, une longue espérance de vie, une intelligence, une longue période de gestation et une période allongée pour nourrir leur progéniture, telles que l'éléphant et le gorille, sont vite éliminées par la fragmentation de la forêt, tandis que celles qui ont un petit corps, une reproduction rapide avec une progéniture précoce et une courte espérance de vie (par exemple les rats ou les souris) seront sélectionnées. Une forêt qui est complète au niveau de la flore mais qui a perdu ses disperseurs de semences (mammifères ou volants), comme l'ont fait plusieurs forêts sur la côte de l'Afrique de l'Ouest, est une forêt condamnée qui se fera inéluctablement remplacer par un écosystème moins complexe.

L'idée est répandue que la perte de la forêt, qui se fait par exemple par coupe rase ou par la transformation de l'écosystème forestier en champs agricole, constitue la menace principale. Mais la menace de la dégradation et de la fragmentation de la forêt est beaucoup plus répandue et insidieuse. Des preuves surabondantes signalent que des taux élevés d'espèces végétales ont des graines dispersées par des animaux dans beaucoup de forêts tropicales. En Afrique de l'Ouest par exemple, ce taux peut atteindre 30% (Whitney *et al.*, 1995). Les disperseurs sont des animaux tels que l'éléphant, la céphalophe et des grands calaos frugivores. Voici le compte rendu de leur situation actuelle. Il semble que deux espèces de calaos soient les seuls responsables de la dispersion des semences de plus de 20% des 260 espèces d'arbres au Cameroun (Whitney *et al.* 1995). L'éléphant a déjà été exterminé dans la plupart des forêts de l'Afrique de l'Ouest. La céphalophes constitue le produit cible du commerce du gibier, et l'espèce la plus grande de la céphalophes, la céphalophe «dos-jaune», *Cephalophus silvicultor*, n'est plus une espèce ordinaire mais est devenue une espèce rare dans une période de seulement vingt ans au Cameroun. Les grands calaos «Casque noir», *Ceratogymna atrata*, et «Cuisses blanches», *C. cylindricus albotibialis*, sont

Une forêt qui est complète au niveau de la flore mais qui a perdu ses disperseurs de semences (mammifères ou volants), comme l'ont fait plusieurs forêts sur la côte de l'Afrique de l'Ouest, est une forêt condamnée qui se fera inéluctablement remplacer par un écosystème moins complexe.

sensibles à la fragmentation de l'habitat et disparaissent des forêts perturbées (Whitney *et al.* 1995). Ainsi, les forêts qui semblent intactes peuvent-elles être effectivement mortes si la faune dont elles dépendent pour la dispersion de semences n'est pas présente. De telles forêts sont condamnées à subir un processus de dégradation écologique dans un écosystème moins diversifié et simplifié. Plusieurs espèces forestières exigent des zones intactes de forêts naturelles de milliers, sinon de dixaines de milliers de kilomètres carrés pour survivre. Et cette situation s'applique aussi aux mammifères de la forêt tropicale, ainsi qu'à l'aigle «harpie», à l'ours gris, et au loup des régions tempérées (Bryant *et al.* 1997). De plus, la fragmentation de la forêt mène à des changements écologiques qui se produisent lors de la concurrence croissante des espèces agressives qui habitent aux bords de la forêt.

PERCEPTIONS DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE MONDE DÉVELOPPÉ ET EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

La plupart des pays développés ont déjà éprouvé une dégradation écologique. La Grande Bretagne et les Pays-Bas, par exemple, présentent des paysages totalement anthropisés. La transformation de la Grande Prairie américaine en terres agricoles et l'extermination concomitante de plusieurs formes de vie sont bien connues. Aujourd'hui, la frontière se situe au niveau des pays en voie de développement, particulièrement là où les forêts sont en train d'être détruites. Toutes les forêts sont en danger, mais les forêts tropicales le sont plus particulièrement. La cause principale de cette destruction est la mondialisation de l'économie et la prolifération de la race humaine, avec la demande conséquente pour des ressources, des terres, du pétrole, des matériaux de construction, des bénéfices, etc.

Dans les pays développés, il existe un consensus général que la nature devrait être protégée. Ce consensus ne résulte pas des réflexions logiques ou scientifiques mais plutôt des sentiments et des émotions. «L'utilisation» principale de la nature est perçue comme celle de la récréation. De telles impulsions sont particulièrement fortes dans des zones telles que les Pays-Bas, où l'on peut dire que la nature n'existe plus. Ces sentiments ne sont pas répandus dans le monde en voie de développement, où la forêt vierge est souvent perçue comme une barrière au développement, c'est-à-dire quelque chose qu'on doit couper ou brûler pour fournir des terres cultivables.

Les valeurs scientifiques et biologiques de l'environnement ne sont pas appréciées par le public, ni dans le monde développé ni dans le monde en voie de développement. En Europe ou aux États-Unis, les ornithologues amateurs afflueront pour observer une espèce migratrice rare, mais cette admiration est plutôt un passe-

...ce n'est ni réaliste ni responsable de remettre le rôle de protection de ces écosystèmes uniques aux communautés locales qui n'ont ni les ressources ni l'instruction biologique pour pouvoir les gérer.

temps qu'un intérêt scientifique. Dans le monde en voie de développement, il n'existe pratiquement aucune connaissance scientifique de la forêt. Un biologiste saura qu'une espèce particulière de primates représente un lien important entre deux familles, qu'elle démontre des adaptations sociales et au milieu arboré qui sont intéressantes, et qu'elle habite un champ extrêmement restreint dans un type particulier de forêt. La personne indigène saura identifier l'endroit où elle peut trouver l'animal, la façon dont l'animal vit et ce qu'il mange, mais elle ne saura rien d'autre du contexte général ou scientifique. Aujourd'hui, chez pratiquement tous ceux qui habitent les pâturages occidentaux mésoaméricains, les champs et les forêts dégradés sont sourds, aveugles et muets aux fragments du riche héritage biologique et culturel qui a été relégué aux étagères poussiéreuses des bibliothèques non-utilisées et non-apprécierées (Janzen 1986).

Il semble peu probable que les niveaux requis d'informations scientifiques puissent être fournis aux populations locales à court ou à moyen terme. Non plus est-il garanti qu'on les prendrait en considération si tel était le cas. Non plus est-il certain de pouvoir assurer que l'information scientifique soit plus puissante que la cupidité. Devant l'absence d'une acceptation de bases scientifiques de la structure et de la fonction de l'écosystème, il est plutôt certain que les ressources continueront à se dégrader et que le seul choix possible sera d'assurer que le cœur des zones biologiques importantes soient protégé contre une telle dégradation. Ce n'est ni réaliste ni responsable de remettre le rôle de protection de ces écosystèmes uniques aux communautés locales qui n'ont ni les ressources ni l'instruction biologique pour pouvoir les gérer. Si la science du monde développé a pu identifier l'importance de ces zones, les moyens du monde développé devraient évidemment être mis à disposition pour les préserver. En tant qu'êtres humains et en tant que scientifiques, nous avons le devoir de contribuer à l'identification et à la protection de la nature et non de contribuer à sa destruction.

CONTEXTE LÉGAL ET HISTORIQUE

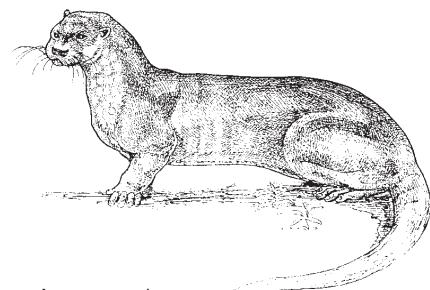
La dissociation entre l'homme et la nature dans la civilisation occidentale a donné lieu à l'idée que la nature était «sauvage, irrationnelle et femelle» (Colchester 1997) et que c'était le devoir de la civilisation occidentale de l'apprivoiser. Les romantiques se sont opposés à ce point de vue car ils ont pensé que la nature était une force curative. Ce point de vue romantique était certainement fonctionnel car il a permis de stimuler la mise en place de parcs nationaux grâce aux personnes comme John Muir. Même si ce point de vue romantique de la sauvagerie a été très tôt remis en question,

certains écrivains affirment encore aujourd’hui que l’objectif romantique de la «sauvagerie» reste au cœur de l’esprit de création des zones protégées (Colchester 1997). On a dénoncé l’idée du parc national apparemment parce qu’elle était une création romantique qui répondait au désir des hommes ignorants d’apprivoiser la nature sauvage, et donc que la nature n’était en fin de compte pas totalement sauvage, car elle a souvent été créée et maintenue par des peuples indigènes. Les préjugés culturels de cette analyse et son manque total de valeurs biologiques se retrouvent dans ce qui est proposé, apparemment de façon sérieuse, comme solution à la préservation. C’est le modèle britannique de la préservation du paysage, en contraste avec la préservation des zones sauvages. Nous avons appris que:

les parcs nationaux en Grande Bretagne non seulement reconnaissent totalement les droits des résidents qui existent, mais cherchent aussi à entretenir le système agricole établi par ceux-ci. De plus, ils associent les instances du gouvernement local dans leur gestion, et des mécanismes convenables assurent que le résident local prenne une part directe dans la prise des décisions (Colchester 1997).

Il est peut être «politiquement incorrect» de dire qu’un monde plein de parcs nationaux basés sur le modèle britannique serait un monde pratiquement vide de biodiversité. Réciproquement, si on voulait établir un parc national sauvage en Grande Bretagne, on ne le pourrait pas, car la nature sauvage n’y existe pas. Le modèle britannique peut convenir aux paysages qui ont déjà été exploités et dont l’objectif de préservation est esthétique, mais il ne convient pas aux écosystèmes intacts complexes dont l’objectif de préservation n’est pas esthétique mais plutôt biologique.

Colchester a raison d’affirmer que la civilisation occidentale se voit en dehors de la nature, ce qui n’est pas le cas pour beaucoup de civilisations animistes ou non judéo-chrétiennes. Le coup fatal intellectuel à cette idée a été livré par Darwin au cours des dernières décennies du siècle passé. Mais la grande majorité du monde occidental nie le fait fondamental que l’homme fait partie de la nature: elle continue à croire que le monde a été créé par Dieu et par conséquent rejette l’idée de base de l’évolution. La différence peut être présentée ainsi: Confucius dit, «Rappelle-toi que tu n’es pas moins un enfant de l’Univers que ne le sont l’arbre et la pierre» Yahveh dit, «Je t’ai fait à mon image, je te donne le pouvoir de dominer la terre.» Il y a ici une différence fondamentale qui a des conséquences radicales pour l’environnement. Le point de vue chrétien est clairement



Aonyx capensis
(Illustration: Bernardin Nabana)

et spécifiquement exprimé dans une lettre de l'évêque de Yagoua, concernant l'éléphant dans la diocèse du nord-est du Cameroun:

Nous ne voyons pas l'importance de l'éléphant et surtout des lois qui le protègent au-dessus des intérêts de l'HOMME, une créature qui a été créée à l'image de Dieu et qui est maître de tous les êtres y compris les animaux.
(*comm. pers.*, 12 juin 1997)

La science a décrit le processus de l'origine de l'univers et de la vie, et nous comprenons de mieux en mieux ce processus. Le goût salé de notre sang nous indique que nous avons quelque chose en commun avec certaines formes de vie primitive de l'océan. L'évolution est une autre manière de dire que les organismes changent en fonction de certains changements de l'environnement. Elle n'a ni fin ni objectif, elle constitue un processus. Les adaptations d'un singe à son environnement au sommet d'un arbre, celles d'une taupe à sa vie souterraine et le développement du pouce opposable et de la parole chez l'être humain constituent des réponses à des conditions spécifiques de l'environnement. Toutes ces réponses ont la même valeur qui est existentielle et non émergente. L'espèce humaine a la même signification biologique que celle du gorille de plaine ou du rhinocéros noir. Sur le plan de la signification biologique, un être humain (1: 6.000.000.000) aura moins d'importance biologique qu'un gorille (1: 500.000) ou qu'un rhinocéros noir (1: 2.750). Ceci nous pose un problème de valeur morale. Voici une question difficile (mais que certains disent être la question la plus simple): Est-ce que l'espèce dominante humaine a le droit moral d'éclipser et de détruire la nature?

Biologiquement et écologiquement, les concepts des droits de l'homme et de la démocratie sont ce que les économistes appellent des «motivations perverses» en ce qui concerne la survie de la nature. La poursuite aveugle du bonheur humain et la primauté des soucis humains sont désastreuses pour les écosystèmes primitifs du monde. La question fondamentale est le droit de la nature (non-humaine) à survivre.

Je pense que la nature a le droit d'exister. L'appel insistant pour les droits de l'homme devrait être submergé par l'appel plus fort et plus urgent pour les droits de la nature. La nature est partout menacée par l'avidité et par la croissance humaine. Les écosystèmes de grandes forêts ont évolué largement indépendamment des hommes (qui ne sont apparus que très récemment sur l'échelle géologique) mais jusqu'au siècle dernier, ils ont pu s'accommoder à la nature humaine. Les idées qui fondent la biologie, l'écologie et l'évolution sont pour la plupart occidentales. Les forêts possèdent une valeur

Biologiquement et écologiquement, les concepts des droits de l'homme et de la démocratie sont ce que les économistes appellent des «motivations perverses» en ce qui concerne la survie de la nature. La poursuite aveugle du bonheur humain et la primauté des soucis humains sont désastreuses pour les écosystèmes primitifs du monde. La question fondamentale est le droit de la nature (non-humaine) à survivre.

écologique et scientifique à elles seules: pour les communautés locales, elles n'ont qu'une signification culturelle et économique. Remettre la tâche de gérer ces écosystèmes à de telles communautés locales reviendrait à signer, en termes scientifiques, l'arrêt de mort de ces forêts. Elles doivent survivre, non pour des raisons romantiques, mais parce qu'elles représentent une partie importante de la nature du monde; à nous de mettre à disposition les sciences et les ressources nécessaires pour leur survie. Grâce à une action judicieuse et urgente, nous pouvons sauver ces écosystèmes et permettre aux espèces fragiles de survivre. Mais si nous remettons cette responsabilité à des communautés fragiles, la forêt et les communautés vont certainement disparaître.

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie vivement Allard Blom qui a bien voulu lire la version manuscrite de cet exposé.

BIBLIOGRAPHIE

- Baillie, J. et B. Groombridge. 1996. *Red list of threatened animals*. Gland, Switzerland: IUCN.
- Blaikie, P. et S. Jeanrenaud. 1997. Biodiversity and human welfare. Dans *Social change and conservation*, K.B. Ghimire et M.P. Pimbert, eds. London: Earthscan: 44-70.
- Bryant, D., D. Nielsen, and L. Tangley. 1997. *The last frontier forests: ecosystems and economies on the edge*. Washington D.C.: World Resources Institute.
- Burnham, P. 1993. *The cultural context of rainforest conservation in Cameroon*. Papier présenté au African Studies Association. Boston.
- Colchester, M. 1997. Salvaging nature: indigenous peoples and protected areas. In *Social change and conservation*, K .B. Ghimire et M. P. Pimbert, eds. London: Earthscan: 97-130.
- Collar, N. 1996. The reasons for red data books. *Oryx* 30 (2): 121-130.
- Fairhead, J. et M. Leach. 1995. *Forests of statistics: reframing West African forest history*. Working Paper présenté au Conference on Environment and Development in Africa: Challenging the Orthodoxies. Leeds.
- Ghimire, K. B. et M. P. Pimbert. 1997. Social change and conservation: an overview of issues and concepts. Dans *Social change and conservation*, K. B. Ghimire et M .P. Pimbert, eds. London: Earthscan: 1-45.
- Guha, R. 1997. The authoritarian biologist and the arrogance of anti-humanism: wildlife conservation in the third world. *The Ecologist* 27 (1): 14-20.
- Janzen, D .H. 1986. *Guanacaste National Park: tropical, ecological and cultural restoration*. Editorial Universidad Estatal a Distancia, San Jose.
- Laird, S. A., A. B. Cunningham, et E. Lisinge. Sous presse. Forests, drugs, and benefit sharing: putting the formula to the test: the Cameroon case of *Ancistrocladus korupensis*. Dans *People, plants and justice: case studies of resource extraction in tropical countries*. New York.
- MacNeil, W.H. 1976. *Plagues and peoples*. London: Anchor Press.
- Pearce, D. 1996. *An economic overview of wildlife and alternative land uses*. Manuscrit présenté at ODA Wildlife Policy Consultation.

- Richards, P. 1993. Indigenous peoples. Dans *Thematic issue of the proceedings of the Royal Society of Edinburgh on the lowland rain forest of the Guinea-Congo Domain.*
- RSPB. 1996. *RSPB Birds Magazine* 16(3): 17-22.
- Sharpe, B. Sous presse. Forest people and conservation initiatives: the cultural context of rainforest conservation in West Africa. Dans *Rainforests: a wider perspective*. B. Goldsmith, ed.
- Whitney, K. D., M. K. Fogiel, D. Stauffer, A. Lamperti, V.T. Parker, et T.B. Smith. 1995. *Dja Hornbill project: final report and proposal for phase II.*

STEVE GARTLAN, Ph.D., est le Réprésentant du WWF au Cameroun, et a travaillé de façon approfondie en Afrique au long de sa carrière riche et distinguée.

Steve Gartlan, World Wide Fund for Nature, WWF Cameroun, B.P. 6776, Cameroun, Afrique. Tel: (237) 21-42-41; 237.21.62.61/21.62.67; Fax: 237.21.42.40; E-mail: sgartlan@wwfnet.org